

Déc.
2017

Les organisations syndicales unies (Sgen-CFDT, CGT et FSU) ont agi ensemble ce mardi 12 décembre 2017 en décidant de boycotter le groupe de travail sur la fonctionnarisation ainsi que le comité technique central.

POURQUOI ?

Outrepassant le protocole d'accord sur la mise en place de la fonctionnarisation des personnels des Crous (seules les organisations syndicales signataires seront autour de la table de négociation), le président du Cnous convoque aussi celles (Unsa, FO, SNPTES) qui ont refusé de s'engager sur la fonctionnarisation des personnels ouvriers.

QUELLE EST LA POSITION DU SGEN-CFDT ?

Le ministère, le Cnous et les Crous ne doivent pas se servir du prétexte de la fonctionnarisation pour dégrader les conditions de travail ou de carrière des agents (PO/PA). En particulier, la fonctionnarisation des uns ne devra en aucun cas avoir de conséquences négatives pour tous ceux qui ne voudraient ou ne pourraient la choisir.

Le Sgen-CFDT :

- ▶ refuse toute perte d'identité professionnelle ou sentiment de déclassement de leur métier ; cela implique un travail précis de transposition des fiches métiers vers les fiches de postes ;
- ▶ dénonce la polyvalence « sauvage » qui se répand dans les Crous et revendique un cadre national avec des contreparties (volontariat des agents, indemnités de remplacement, dédommagements des frais de transport, délai de prévenance...) ;
- ▶ demande l'application à l'ensemble des agents, de manière rétroactive, du Rifseep et de PPCR (accord validé par la CFDT) ;
- ▶ demande que les personnels puissent obtenir les informations les plus précises dans le cadre de leurs droits à la retraite (polypensionnés) afin d'éclairer au mieux leur choix d'option pour la fonctionnarisation.

Au regard des dérives que nous constatons, tant au niveau du Cnous que des Crous, le Sgen-CFDT dénonce les mauvaises pratiques du dialogue social menées dans le réseau.

Le Sgen-CFDT revendique un dialogue social qui soit la clé de la réussite sur le dossier de la fonctionnarisation dont le ministère serait le garant.